

## La plus jeune des Ambassadrices de l'UNICEF réclame au G20 davantage de moyens pour l'éducation dans les urgences.

*Hambourg, Bruxelles, le 7 juillet 2017 -/- Muzoon Almellehan, 19 ans, déplore devant les leaders du monde que l'UNICEF n'ait reçu que 12% des fonds dont il a besoin pour assurer l'éducation des enfants victimes des situations d'urgence dans le monde.*

L'UNICEF avait lancé un appel pour 818 millions d'euros pour financer ses programmes d'éducation formelle et non formelle en faveur de 9,2 millions d'enfants dans les pays touchés par des conflits ou des catastrophes naturelles telles que la sécheresse. A ce jour, elle n'en a reçu que 101 millions.

*« Les enfants privés d'éducation grandissent sans les connaissances ni les capacités dont ils ont besoin pour participer au rétablissement de la paix et au développement de leur pays et de son économie. Le manque d'éducation aggrave leur situation déjà désespérée »* témoigne Muzoon Almellehan. Le dernier Ambassadeur bénévole mandaté par l'UNICEF est aussi le plus jeune de toute l'histoire de l'organisation. Et elle sait de quoi elle parle. Ayant fui la Syrie en 2016 avec ses livres de classe pour seul bagage, cette jeune réfugiée syrienne au Liban est devenue une militante active des droits des enfants et tout spécialement du droit à l'éducation, en toutes circonstances.

C'est donc en toute légitimité qu'elle s'adresse, au nom de l'UNICEF, aux chefs d'Etat réunis en sommet du G20 à Hambourg : *« Pour les millions d'enfants qui grandissent dans les zones de guerre, les risques sont encore plus importants. S'ils ne sont pas scolarisés, les enfants sont les victimes rêvées des mariages précoces, du travail des enfants ou du recrutement par les factions armées. »*

Le manque de financement pour l'éducation dans les urgences atteint des sommets dans les pays au cœur de l'actualité : 36% en Irak, 64% en Syrie, 74% au Yémen et 78% en République centrafricaine.

### Un enjeu mondial

L'éducation est au cœur du développement, c'est bien connu, mais elle est aussi l'un des facteurs qui déterminent des crises qui nous touchent directement. Elle est l'une des causes qu'invoquent de nombreuses familles et enfants pour quitter leur pays au risque de leur vie afin d'avoir accès à de plus grandes opportunités d'apprendre. Une étude portant sur les enfants migrants et réfugiés arrivés en Italie révèle que 38% d'entre eux sont partis en Europe pour avoir la possibilité d'étudier. En Grèce, une enquête similaire place le besoin d'éducation pour leurs enfants comme première cause de départ d'un parent sur trois vers l'Europe.

Pour les enfants qui ont connu les traumatismes causés par la guerre ou les déplacements, l'éducation peut devenir une condition de survie.

*« Lorsque j'ai fui la Syrie en 2013, j'étais terrifiée à l'idée de ne jamais pouvoir retourner à l'école. Quand je me suis rendu compte qu'il y avait une école dans le camp où je suis arrivée en Jordanie, j'ai été soulagée et j'ai retrouvé l'espoir »,* témoigne Muzoon. *« L'école nous offre, à moi et aux*

enfants dans ma situation, une ligne de vie et la chance de connaître un avenir de paix et un futur rempli d'espoir. »

J'en appelle aux leaders du monde : Investissez dans le futur des enfants englués dans les urgences ; en agissant ainsi, vous investirez dans l'avenir de notre monde. »

### Note aux Rédactions

L'éducation est l'un des six domaines d'action prioritaires que l'UNICEF recommande aux gouvernements afin de protéger les enfants réfugiés dans le cadre de son **Plan d'action** pour la protection de chaque enfant déraciné par la guerre, la violence ou la pauvreté. Ce Plan d'action demande aux gouvernements de :

1. Protéger les enfants réfugiés et migrants, en particulier les enfants non accompagnés, de l'exploitation et de la violence ;
2. Mettre fin à la détention des enfants demandant le statut de réfugié ou migrants ;
3. Ne pas séparer les familles – le meilleur moyen de protéger les enfants et de leur donner un statut juridique ;
4. Permettre à tous les enfants réfugiés et migrants de continuer à apprendre et d'avoir accès aux services de santé et à d'autres services de qualité ;
5. Insister pour que des mesures soient prises afin de combattre les causes sous-jacentes des déplacements à grande échelle de réfugiés et de migrants ;
6. Promouvoir des mesures de lutte contre la xénophobie, la discrimination et la marginalisation dans les pays de transit et de destination.

#####

### Chiffres-clefs

Plus de 25 millions d'enfants de 6 à 15 ans, soit 22% de ce groupe d'âge, ne sont pas scolarisés dans les zones de conflits dans 22 pays, selon une étude récente de l'UNICEF.

Près de 50 millions d'enfants sont déracinés dans le monde, dont 28 millions ont été chassés de leur foyer à cause de la guerre, et des millions d'autres ont décidé d'émigrer dans l'espoir d'une ville meilleure et plus sûre.

Les enfants et adolescents réfugiés risquent cinq fois plus de ne pas être scolarisés que les autres enfants de leur âge.

Le risque du manque d'accès à l'éducation est particulièrement élevé pour les enfants migrants ; la moitié des enfants réfugiés dans le monde n'ont pas l'occasion d'entamer ou de poursuivre leur scolarité.

En 2016, l'éducation n'a reçu que 3,6 % du budget humanitaire mondial. Il faudrait 7,5 milliards d'euros chaque année pour combler ce manque d'investissement. De plus, les rares fonds disponibles le sont à court terme et ne sont pas garantis sur la durée, ce qui provoque de nombreuses perturbations dans l'éducation des enfants.

Lors du Sommet humanitaire mondial, en mai 2016, l'UNICEF et ses partenaires avaient lancé le fonds « Education Cannot Wait » destiné à combler le déficit financier et de soutenir l'éducation de 13,6 millions d'enfants pendant cinq ans, et 75 millions d'ici à 2030.

### Contact pour la Presse :

Benoît Melebeck – UNICEF Belgique – 0476/43.08.07 – [bmelebeck@unicef.be](mailto:bmelebeck@unicef.be)